



CONFERENCE DE TERRITOIRE DE PARIS

VENDREDI 24 OCTOBRE 2014

9h00 - 12h30

**Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH) de Paris
69, rue de la Victoire - 75009 PARIS**

I/ Accueil de M. Benjamin VOISIN, Directeur de la MDPH

II/ Présentation des nouveaux membres

Le Président de la CT75, le Dr Cacot, présente aux membres de la Conférence un nouvel invité permanent, M. Pierre MARTIN, directeur d'établissements MGEN (Mutuelle Générale de l'Education Nationale).

III/ Approbation du compte rendu de la réunion du 26 septembre 2014

Le compte rendu de la dernière réunion est approuvé à l'unanimité.

IV/ Prorogation du mandat des membres des conférences de territoire

Le Président informe les participants que le mandat des membres des conférences de territoire est prorogé jusqu'au 31 mars 2016 (décret n°2014-1118 du 2 octobre 2014), dans la perspective de la mise en place d'une nouvelle instance amenée à remplacer les conférences de territoire, dans le cadre de la future loi de santé publique.

V/ Santé et respect des droits : les enseignements des Roms

Intervention de M. Goossens de la Ligue des Droits de l'homme (cf. présentation powerpoint ci-jointe).

Il définit la population « rom » (20 000 personnes en France), souvent confondue avec celle des « gens du voyage » (300 à 500 000 en France), et les discriminations dont elle est victime en Europe et en France.

M. Goossens évoque l'évacuation d'un bidonville de 350 personnes à Bobigny en début de semaine. Le Président demande au cabinet de Mme Versini, adjointe à la Maire de Paris, représenté par son directeur adjoint, M. Vanackere, de répondre sur la question de l'arrivée de ces Roms sur le territoire parisien.

M. Vanackere précise que le terme « roms » n'est pas utilisé en France où l'on parle de « personnes migrantes en provenance d'Europe de l'Est ». La Ville de Paris a mis à disposition un gymnase pour les personnes expulsées du bidonville qui se sont rassemblées sur la place de la République à Paris.

Il rappelle que la problématique parisienne est différente de celle d'autres départements : il n'y a pas de camp structuré sur le territoire parisien, les personnes effectuant des allers-retours pendulaires en journée sur Paris mais n'y habitant pas. Et rappelle que les camps sur les terrains vagues sont évacués pour des problématiques sanitaires, de sécurité et d'incendie notamment.

Il fait le point sur la situation à Paris, où dans le cadre de la lutte contre la grande exclusion, l'accent est mis sur une plus grande coordination des intervenants (Emmaüs, SAMU social, etc) afin que les besoins fondamentaux (accès aux droits, scolarisation,



hébergement,...) soient assurés aux populations en situation de rue. Une démarche partenariale et une réflexion autour du parcours de vie de ces personnes est donc privilégiée afin que ces questions soient traitées en profondeur et non en urgence comme c'est souvent le cas.

Intervention du Dr Sénecal, de l'Observatoire régional en Santé Ile de France, sur la situation sanitaire et sociale des « Roms migrants » en Ile de France (cf. présentation powerpoint ci-jointe).

Intervention du Dr Duteurtre, médecin généraliste dans un centre de santé de Seine Saint Denis et à la PMI de Paris, bénévole à Médecins du Monde, sur des cas concrets de médiation sanitaire individuelle et collective dans le cadre de la mission bidonville.

La mission bidonville tente en effet de faire le lien entre les acteurs (CCAS, centres municipaux de santé,...) et les personnes vivant dans les campements car elles méconnaissent leurs droits et n'ont pas accès aux informations sur les dispositifs leur permettant de se soigner.

Intervention de Mme TOUASSI, du Collectif National des Droits de l'Homme Romeurope, qui a pour objectif principal de favoriser le respect des droits fondamentaux pour les Roms migrants en France et leur inscription dans le droit commun.

Divers documents sont mis à disposition des membres de la Conférence :

- Un guide « Les Roms ont des droits – Guide à l'usage des collectivités territoriales et des acteurs locaux » de la Ligue des Droits de l'Homme,
- Un livret « Les Roms, luttons contre les idées reçues », et le rapport 2012-2013 « Harcèlement et stigmatisation : politiques et paroles publiques aggravent la précarité des habitants des bidonvilles » du collectif national Droits de l'Homme Romeurope.
- Rapport de l'ORS « situation sanitaire et sociale des roms migrants en Ile de France ».

VII/ Information de santé : Ebola : stratégies de prévention et d'intervention par le Dr Bruno Floury (DTARS 75)

Mme Belkacemi d'Emmaüs fait part des inquiétudes de ses équipes qui sont en contact régulier avec des personnes malades.

Intervention du Dr Floury, responsable du Pôle Prévention et Promotion de la santé de l'ARS DT 75, sur la situation internationale et les conséquences sur le territoire national de l'épidémie Ebola.

Présentation :

- du risque épidémiologique lié au virus Ebola,
- des symptômes et des modes de transmission du virus,
- du dispositif de vigilance et de surveillance en France, autour du SAMU – centre 15, de l'ARS en lien avec l'InVS et les laboratoires d'épidémiologie (cf présentation powerpoint jointe).

Le Pr Crickx, médecin dans un des 3 établissements de référence franciliens (Bichat), insiste sur le fait qu'une information devrait être faite aux personnes en provenance des pays touchés par l'épidémie de ne surtout pas se déplacer s'ils ont la fièvre et d'appeler le 15.

Une proposition de la Conférence de territoire sera faite à la Délégation de Paris concernant l'intérêt de faire figurer dans l'affichette informative à destination du grand public les deux mentions suivantes :

- Rester à domicile
- Appeler le 15.

VII/ Thèmes de travail des prochaines conférences

Le thème de la prochaine réunion portera sur l'**exercice collectif en soins primaires à Paris** (cabinets de groupe, maisons de santé, centres de santé et pôles de santé) et aura lieu le :

Vendredi 21 novembre 2014 de 9h à 12h30

à la Mairie du 13^{ème} arrondissement de Paris

Salle d'attente des mariages

1, place d'Italie - 75013 PARIS

Fin de la réunion : 13h00.